

1937
FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1929

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Marc, Pierre GENTON

Né le 1^{er} juin 1901, à Issoire (Puy-de-Dôme)

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE HISTORIQUE

DE LA PESTE

DANS LA RÉGION TOULONNAISE

AU

XVIII^e SIÈCLE EN PARTICULIER

Président : M. SICARD, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE LOUIS ARNETTE

2, RUE CASIMIR DELAVIGNE, 2

1929

78

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1929

THÈSE

N^o

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Marc, Pierre GENTON

Né le 1^{er} juin 1901, à Issoire (Puy-de-Dôme)

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE HISTORIQUE

DE LA PESTE

DANS LA RÉGION TOULONNAISE

AU

XVIII^e SIÈCLE EN PARTICULIER

Président : M. SICARD, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE LOUIS ARNETTE

2, RUE CASIMIR DELAVIGNE, 2

1929

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIERE.
Anatomie médicale-chirurgicale	CUNEO.
Physiologie	ROGER.
Physique médicale	STROHL.
Chimie organique et chimie générale	DESGREZ.
Bactériologie	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	Marcel LABBÉ
Pathologie médicale	SICARD.
Pathologie chirurgicale	LECENE.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Hydrologie thérapeutique et climatologie.	VILLARET.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène et Médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BAITHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	MENETRIER
Pathologie expérimentale et comparée	RATHERY.
	CARNOT.
Clinique médicale.	BEZANÇON.
	ACHARD.
	WIDAL.
Hygiène et clinique de la première enfance.	LEREBoullet.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	TIESSIER.
	DELBET.
Clinique chirurgicale.	HARTMANN.
	LEJARS.
	GOSSET.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	LEGUEU.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	BRINDEAU.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	VAQUEZ.
Clinique oto-rhino-laryngologique	SEBILEAU.
Clinique thérapeutique chirurgicale.	DUVAL.
Clinique propédeutique.	SERGENT.
Professeur sans chaire.	BRANCA.
Clinique de la tuberculose	Léon BERNARD.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ABRAMI . . .	Pathologie médicale.
ALAJOUANINE	Neurologie et Psychiatrie.
AUBERTIN . . .	Pathologie médicale.
BASSET	Pathologie chirurgicale.
BAUDOUIN . . .	Pathologie médicale.
BINET	Physiologie.
BLANCHETIÈRE	Chimie biologique.
BROCQ	Pathologie chirurgicale.
BRULÉ	Pathologie médicale.
CADENAT	Pathologie chirurgicale.
CHABROL	Pathologie médicale.
CHIRAY }	Pathologie médicale.
CLERC }	
DEBRÉ	Hygiène.
DOGNON	Physique.
DONZELOT	Pathologie médicale.
DUVOIR	Médecine légale.
ECALLE	Obstétrique.
FIESSINGER	Pathologie médicale.
GARNIER	Pathologie expérimentale.
GATELLIER	Pathologie chirurgicale.
HARVIER	Pathologie médicale.
HEITZ-BOYER	Urologie.
HOVELACQUE	Anatomie.
HUTINEL	Pathologie médicale.
JOYEUX	Parasitologie.

MM.

LABBÉ (Henri).	Chimie biologique.
LARDENNOIS.	Pathologie chirurgicale.
LEMAITRE . . .	Oto-rhino-laryngologie.
LEROUX	Anatomie pathologique.
LEVY-SOLAL.	Obstétrique.
HERMITTE . . .	Pathologie mentale.
LIAN	Pathologie médicale.
MATHIEU	Pathologie chirurgicale.
MERCIER (Fernand).	Pharmacologie.
METZGER	Obstétrique.
MONDOR	Pathologie chirurgicale.
MOURE	Pathologie chirurgicale.
MULON	Histologie.
OBERLING	Anatomie pathologique.
OLIVIER	Anatomie.
PHILIBERT . . .	Bactériologie.
QUENU	Pathologie chirurgicale.
RICHTER Fils . .	Physiologie.
SÉZARY	Dermatologie et syphiligraphie.
VALLERY-RA-DOT (Pasteur).	Pathologie médicale.
VAUDESCAL . . .	Obstétrique.
VELTER	Ophthalmologie.
VERNE	Histologie.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

BUSQUET	Pharmacologie.
GUÉNIOT	Obstétrique.
LEQUEUX	Obstétrique.

MM.

NEVEU LEMAIRE	Parasitologie.
REFFERER	Histologie.
ZIMMERN	Physique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE

à titre permanent

MM.		MM.	
ALGLAVE . . .	} Clinique chirurgicale.	LERI	Clinique médicale.
AUVRAY . . .		MOCQUOT . . .	} Clinique chirurgicale.
CHEVASSU . .		PROUST . . .	
LAIGNEL-LAVASTINE . .	Clinique médicale.	SCHWARTZ . . .	
LE LORIER . .	Clinique obstétricale.		

V. — CHARGÉS DE COURS

MM. MAUCLAIRE, agrégé	}	Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes.
FREY		Stomatologie.
CHAILLEY-BERT		Education physique.
LEDoux-LEBARD		Radiologie clinique.
WEILL-HALLÉ		Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions mises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE

DE MON PÈRE, le Docteur GENTON

Qui fut mon premier Maître.

DE MA MÈRE

DE MA GRAND'MÈRE

Trop tôt ravis à noire tendre affection.

A MA FEMME

Tendrement aimée.

A MA SŒUR

A MON ONCLE, le Commandant LAFLOTTE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Bibliothécaire et Membre de l'Académie du Var

Bibliothécaire et Membre de la Société des Amis du Vieux Toulon

*Dont le concours nous fut précieux
pour l'élaboration de ce travail.*

A MES AMIS

A Monsieur le Professeur SICARD

Professeur à la Faculté de Médecine

Médecin de l'Hôpital Laënnec

Officier de la Légion d'Honneur

*Hommage de profond respect pour le
grand honneur qu'il nous a fait de
bien vouloir accepter la présidence
de notre thèse.*

A MES MAITRES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
ET DES HOPITAUX DE PARIS

INTRODUCTION

Jusqu'au xviii^e siècle, les épidémies de peste ravagent la Provence, à intervalles souvent très rapprochés.

Généralement, le fléau éclate à Marseille, le grand port de la route d'Orient. De là, il gagne de proche en proche, s'étend de part et d'autre sur tout le littoral.

Les grandes villes ont trouvé de nombreux écrivains, pour dépeindre et exprimer leur misère.

Nous nous proposons d'étudier « le mal qui répand la terreur », et son cortège de souffrances dans les localités rurales des environs de Toulon, d'Ollioules en particulier.

Nous rappellerons donc brièvement les grandes invasions provençales, dans leur ordre chronologique.

Dans un autre chapitre nous citerons quelques faits sur certaines de ces invasions, à Toulon et dans sa banlieue ; nous traiterons en particulier de la peste de 1664 à Toulon, afin de voir, en détails, les mesures prises dans cette ville, en temps d'épidémie.

Nous nous étendrons plus longuement sur l'épidémie de 1720 à Toulon, à Ollioules surtout, où les documents recueillis nous feront revivre la vie de la petite cité, pendant cette époque calamiteuse.

Enfin, en faisant le point des connaissances médicales, sur la peste au xviii^e siècle nous mettrons en parallèle, un grand centre : Toulon, et une petite communauté rurale : Ollioules, principalement, quant aux effets produits, par l'application des mesures de prophylaxie.

LES DIFFÉRENTES INVASIONS DE PESTE EN PROVENCE

La peste a été reconnue dans les temps les plus reculés.

Il semble qu'elle fit sa première apparition, en Gaule, à Marseille en 49 avant J. C. Jules César en parle dans ses commentaires. La ville (Marseille), dit-il, se rendit à lui, parce qu'elle était en proie aux horreurs de la peste.

La seconde épidémie n'a lieu qu'en 583, du moins aucune n'est décrite avant cette date, citée par Aymonius.

Au vi^e siècle, nouvelle épidémie, On l'appelle la « peste de Justinien », cet empereur étant régnant, au moment de son apparition. Grégoire de Tours rapporte en 583, que cette peste, a été apportée à Marseille par un navire venant d'Espagne, chargé de marchandises qui avaient été achetées par les habitants. La première maison atteinte resta vide de tous ses occupants. Le mal ne s'étendit pas tout d'abord, mais après avoir couvé quelque temps, il éclata avec violence.

Le même auteur parle d'une quatrième apparition de la maladie en 590.

Une cinquième épidémie ravaga l'Asie, l'Afrique du Nord, l'Europe, où l'on estime qu'elle fit 25 millions de décès. C'est « la fameuse peste noire de 1348 qui dépeupla les 3 parties du monde » ; on apercevait « sur « tous les chemins des convois funèbres ; on entendait « continuellement les cloches de toutes les paroisses « dans la ville et dans la campagne, c'était un glas général » (1).

En Provence, on en conserve le souvenir, jusqu'en 1720, c'est-à-dire pendant plus de 5 siècles, sous le nom de « Grande Peste ». Elle dépeupla le pays, Belsunce rapporte qu'un de ses prédesseurs, Robert de Mandago, étant dans son château de Signes, y reçut avis du viguier de Mérindot, André de Maubais, qu'il héritait des biens de toute une famille de Malemort, par suite de la disparition de tous les membres de leur famille enlevés par la peste (2).

A Lyon, elle donna lieu à ce distique.

En mil-trois-cent-quarte huit
De cent ne demeuraient que huit .

Le fléau suscita des épidémies de folie. On enterra des gens vivants. Des mères mangeaient leurs enfants. Une véritable armée d'insensés, les frères de la Croix, parcourt l'Europe, commettant des brigandages. On croit

(1) *Histoire des Français des divers états*, A. Monteil, t. I.

(2) *L'Antiquité de l'Eglise de Marseille*, Belsunce, II, p. 488.

aux semeurs de peste. On accuse les Juifs, on les brûle.

La grande peste de 1348 dure 5 ou 6 ans avec son maximum d'intensité, mais elle subsiste à l'état endémique, en Europe et dans la Provence durant 50 à 60 ans 1363-69-88-93.

Au xv^e siècle, épidémie de 1452, au moment des guerres d'Italie, du roi René.

En 1461, la peste réapparaît. Elle dépeuple un si grand nombre de localités qu'elle nécessite un nouvel affouagement (1) de la Provence, afin de soulager les cités qui ont été « les plus éprouvées ».

Une huitième épidémie apparaît en Provence en 1482, au mois de juillet. On est en pleines réjouissances pour célébrer la réunion de la Provence à la France. Cette épidémie dure plusieurs années, puisqu'en 1485 les consuls de Marseille prennent la fuite pour se soustraire aux dangers de la peste. Au xvi^e siècle, la peste est toujours à Marseille de 1506 à 1508. Ruffi rapporte que le fléau sévissait à la mort de l'évêque Ogier d'Anglune le 5 mai 1506 et qu'il y faisait encore de grands ravages en 1508, ce qui détermina Antoine du Four élu évêque, sur la recommandation de Louis XII à quitter ses fonctions à la cour, pour se rendre, par devoir, dans son diocèse si éprouvé.

(1) *Affouagement*, détermination du nombre des feux dans chaque communauté pour la répartition des impôts.

Le nouveau prélat ne put prendre possession de son siège que le 21 septembre 1508 et à cause que « depuis « l'année précédente, la ville de Marseille, aurait été « affligée de peste » (1).

En 1527 Marseille et sa banlieue sont ravagées pour la onzième fois. En 1530, l'épidémie que l'on croyait éteinte reprend.

En 1556-1557 une nouvelle invasion, peut être entravée par le froid rigoureux qui règne alors, ne fait relativement que peu de victimes : 8000 pour toute la Provence.

Il n'en fut pas de même deux ans plus tard, en 1579, où 30.000 provençaux meurent. C'est aussi l'époque des troubles de la Ligue. En 1581, la sécheresse fait manquer les récoltes dans tout le pays. La famine vient ajouter ses horreurs à celles de la guerre et de la peste. On ne sut auquel des trois fléaux attribuer le plus grand nombre de victimes.

« A Marseille, le peuple fut tellement effrayé, relate « Ruffi, que le port ne fut pas assez grand pour contenir « les bâtiments remplis de femmes et d'enfants qui « quittoient la ville. Les portes de la ville étaient aussi « trop étroites pour pouvoir donner lieu à leur fuite, si « bien qu'en 2 ou 3 jours, il n'y resta plus que 2 à 3000 « personnes ».

(1) *Histoire de Marseille*, Ruffi.

La réapparition de l'épidémie en 1586 provoque la même fuite éperdue.

Au xvii^e siècle, des cas sur lesquels on est mal fixé, sont signalés sur les deux rives du Rhône, 1621. En 1625, elle règne en Languedoc à Montpellier, en Provence à Aix. On s'en aperçoit à Marseille le 22 février 1630. Elle envahit toute la Provence, l'année suivante, elle gagne l'Italie. C'est la trop célèbre « Peste de Milan ».

La quinzième épidémie éclate à Marseille, en 1649, s'étend rapidement mais dure peu. Cependant il persiste quelques cas en 1650, le long du Rhône à Tarascon, en particulier, car on a conservé des lettres de demande d'assistance du conseil Tarasconnais datées de novembre 1650 et adressées à diverses villes provençales.

En 1664, la peste se manifeste à Toulon. On applique des mesures sévères, grâce à celles-ci peut-être, elle ne se propage pas, laissant indemne pour un demi-siècle, les rives de la Méditerranée.

Enfin, le 25 mai 1720, le navire « Grand Saint-Antoine », capitaine Chataud, arrive au château d'If, venant des Echelles du Levant, ayant perdu 6 hommes d'équipage pendant la traversée. Le 27, nouveau décès à bord. Le navire est mis en quarantaine, avec un garde qui décède lui-même le 12 juin. Le 23 des portefaix sont atteints, la peste éclate dans la ville du 10 au 15 juillet.

C'est la « Grande peste » pendant laquelle vont s'illustrer Monseigneur Belsunce, évêque de Marseille, et le chevalier Rose revenu de Morée, au moment où le Grand St-Antoine arrivait à Marseille, et qui, durant toute l'épidémie occupe les fonctions de commissaire de santé dans le plus peuplé des districts marseillais.

Le 30 juillet 1720, le parlement d'Aix rend un arrêt interdisant à tous les habitants de Marseille, le commerce avec les villes voisines, avec défense de sortir des limites de leur terroir... Aux habitants de toutes villes et lieux de Provence, de communiquer avec eux, et de les recevoir... aux muletiers et voituriers et tous les autres, d'y venir pour quelque cause que ce soit... à peine de vie... »

Au 30 septembre 1721, date à laquelle est faite la déclaration officielle de la cessation de la peste, le nombre des victimes dépassait 50.000, plus de la moitié de la population de la ville.

Toulon et ses environs sont seulement contaminés en octobre 1720, mais l'épidémie y sévit aussi violente qu'à Marseille, y provoque la même désolation. Elle se termine à la fin de l'année 1721.

SUR QUELQUES ÉPIDÉMIES DE PESTE DANS LA RÉGION TOULONNAISE AVANT 1720

Toulon peut être considéré comme la banlieue de Marseille pour une maladie épidémique, comme la peste qui se propage à travers des continents entiers. Aussi chaque invasion de la grande cité Phocéenne a sa répercussion dans la région toulonnaise.

A l'époque de la première grande peste (1348) Toulon n'échappe pas à la crise de folie générale que suscite le fléau, on y croit aussi aux semeurs de peste. Les Juifs y vivent nombreux. Ils sont toujours parvenus à se maintenir dans les provinces méridionales. On les soupçonne d'avoir introduit le mal dans la ville. On les massacre dans la nuit du 13 au 14 avril.

L'enquête menée pour rechercher les coupables révèle que leur bande était composée d'hommes de toutes classes, venus de tous les points du territoire de Toulon. Des habitants d'Hyères, d'Olivioules, aussi bien que de la ville, sont compromis. Ils fuient le châtiment si bien que « les coupables ayant quitté le territoire de la ville » en si grand nombre, il ne restait personne pour culti-

« ver la terre, et que les autres, les non coupables sont « exposés à mourir de faim par suite de la désertion « des cultivateurs » (1).

La peste est à l'état endémique jusqu'au milieu du xv^e siècle, il en résulte un dépeuplement sans précédent.

Toulon voit sa population se réduire de 700 feux à 495, au cadastre de 1442; en 1471, il n'y a plus que 237 maisons d'habitées. Les choses en sont à ce point que les commissaires des états de Provence, chargés de la révision des feux accordent, pour cette année, une exonération complète de tailles.

Au dire des syndics, les conditions de vie sont telles que les habitants ne récoltent plus de blé que pour deux mois de l'année. Les citadins se voient obligés de quitter la cité pour retourner aux champs qui seuls peuvent les faire vivre. Plus de 100 familles s'en vont ainsi repeupler la banlieue.

En 1481, le dernier comte Charles III du Maine lègue la Provence à son cousin germain Louis XI.

La population manifeste sa joie par des fêtes publiques, notamment par des bals aussi bien publics que privés, jusque dans les moindres localités.

En juillet 1482, ces réjouissances battent leur plein, quand on constate officiellement des cas de peste à Six-Fours et à Ollioules. Les syndics croient prudent de défendre les danses, attendu, disent-ils, qu'elles sont dan-

(1) OCT. TEISSIER — *Toulon au moyen-âge*, p 135.

gereuses par le temps présent qui n'est pas médiocrement chaud et menaçant de peste ».

La jeunesse proteste et pétitionne auprès du Grand Sénéchal de Provence, Raymond de Glandenès qui trouve la mesure « exagérée et frivole ». Cependant la peur de la peste l'emporte sur la crainte du sénéchal. On applique les ordonnances des syndics. On arrête un tambourinaire, on le conduit avec ses danseurs devant le juge. Alors le sénéchal a l'idée ingénieuse de faire trancher la question par une Cour d'Amour qu'il convoque à Brignoles ou il réside à cette époque.

La cour d'amour de Brignoles comprend « Une grande « jugesse, une grande chancelière, et plusieurs autres « dames et demoiselles vierges expertes en semblable « matière ». L'assemblée décide « qu'il est permis de « danser décemment et avec modération dans les cours « et appartements particuliers, tout soupçon de peste « écarté, la danse basse, le pas de Barbon et la malgracieuse et autres danses planes. Elle interdit formellement les danses ayant pour caractère la course et les « sauts sur la voie publique (1).

Toulon subit aussi le fléau. Le bailli d'Ollioules, Jacques Deydier, écrit, en effet, dans son livre de raison. « Quand messire Jean, mon frère, chanta sa première « messe à Ollioules..., l'église fut trop petite pour contenir la foule, à cause de la présence d'une multitude de « Toulonnais que la peste régnant en ville, en a chassé ».

(1) D^r GUST. LAMBERT. — *Histoire de Toulon*.

Durant de longues années, Toulon et sa région jouissent d'un calme relatif. Si les fuyards de Marseille provoquent quelques cas, ceux-ci ne se transforment pas en épidémie. Peut-être, parce que l'on prend des précautions, on commence, en effet à ne plus vouloir donner l'hospitalité aux gens provenant des lieux contaminés. Ainsi en 1586, la peste est à Marseille, la population épouvantée s'enfuit. Beaucoup de personnes se dirigent sur Aubagne, mais le Parlement de Provence interdit de les recevoir.

En février 1587, la peste est à Ollioules, en mai, elle a gagné Toulon, où elle sévit de suite avec une grande intensité.

Le premier consul, François Ripert, est pris d'une telle terreur, en face des devoirs de sa charge qu'il s'enfuit. Cette lâcheté du premier magistrat municipal jette l'effroi dans la cité et, en une semaine, plus de 200 maisons se trouvent abandonnées. Les deuxième et troisième consuls restent à leur poste, ils meurent victimes de leur devoir. A la fin de juin, Ripert l'apprend, plein de remords, il revient à son poste et rachète sa défaillance. Il doit procéder à de nouvelles élections pour remplacer les deux consuls et 5 conseillers morts sur douze. Les élections ont lieu en juillet, mais la crainte est telle qu'il lui faut rassembler le corps électoral, en plein champ, en dehors de la ville (1).

(1) Archives communales de Toulon. *Livre vert*. Série B B. 12.

Le conseil nouvellement élu débute par l'exécution d'une idée originale. Celle de régler les émoluments des médecins, non sur la somme de leur peine et soins, mais sur le résultat de leur traitement. Chaque médecin touchera, aux frais de la communauté, 3 écus pour chaque malade guéri, et un seulement pour ceux qui succomberaient (1).

C'est sans doute à cette mesure que l'on doit l'établissement de la liste détaillée et complète des personnes atteintes par la maladie. Elle indique 1681 décès pour la ville. Il est regrettable qu'elle ne mentionne pas ceux qui, ayant fui la cité, sont morts dans la banlieue, car leur nombre est certainement plus élevé.

Pour la première fois aussi, on note à l'occasion de cette épidémie un système de désinfection, dû à l'initiative du conseil municipal. On achète aux frais de la ville, un grand chaudron, on l'installe au bord de la mer, dans le faubourg du Mourillon, dans une infirmerie organisée pour recevoir et isoler les contagieux. Le linge et les vêtements des malades sont soigneusement ébouillantés dans le chaudron.

De plus en plus, on essaye de se préserver de l'invasion de l'épidémie :

C'est ainsi qu'en 1629, le conseil d'Ollioules décide de supprimer la foire de la St-Laurent (10 août), la peste régnant en Provence.

(1) D^r G. LAMBERT. — *Histoire de Toulon*.

De même, en 1649, la peste sévit à Marseille. Au mois de juillet, la municipalité toulonnaise loue des bastides dans la banlieue pour y interner, en quarantaine, les fuyards de Marseille.

Vers la fin de ce mois de juillet, les mêmes mesures sont prises à Ollioules.

A Enevos, on installe des barrages avec corps de garde sur les deux principales routes : le premier dans les gorges d'Ollioules, au confluent du Destel et de la Rêpe, le deuxième au col de l'ancien chemin royal entre le Brossau et le Pomets.

A Beausset, on se barricade, et on oblige les usagers de la route de Marseille à Toulon à contourner le village sans communiquer avec aucun habitant. « La voie, » dit un historien local, décrit au plus vite une courbe » au-delà des aires. Toutes les avenues du pays sont » soigneusement gardées. Un portail même est établi à » l'extrémité des rues débouchant sur le chemin impro- » visé. En même temps, il est fait amples provisions de » poudres et de balles, de blé, de bestiaux : vaine pré- » caution, attirail ridicule si Dieu lui-même ne daigne » prendre la ville en sa sainte et puissante garde » (1).

D'ailleurs en 1620, le parlement d'Aix avait codifié des édits et leurs prescriptions étaient étendues à toute la Provence. Ces édits comportent des mesures générales et particulières.

Les premières traitent de la propreté des voies publi-

(1) BONIFAY. — *Annales de la ville du Beausset*, p. 55.

ques : elles doivent être lavées deux fois par semaine avec du vin.

Les secondes visent l'hygiène individuelle. Elles comportent le devoir, pour les citoyens isolés ou pour chaque famille de lessiver sa chambre ou son logement et de les blanchir à la chaux. La vente de l'alcool est interdite. Les habitants doivent se tenir proprement, être sobres, s'abstenir de toutes sortes d'excès, et même de mouvements déréglés et violents. Les rassemblements dans les lieux clos et couverts sont défendus, en conséquence les églises et les chapelles sont fermées, et les mariages ajournés.

Les offices et l'administration des sacrements ne peuvent se faire que dans la rue. Les chiens et les chats doivent être tués sur tout le territoire infecté, la fiente de ces animaux viciant l'air.

Enfin les plus grands pouvoirs sont accordés aux consuls et aux intendants de santé. Leurs moyens de coercition iront jusqu'à faire dresser des potences et y accrocher quiconque par mépris des règlements et des ordonnances locales, compromet la santé publique.

Peste de 1664 à Toulon

Toulon va pouvoir appliquer ces mesures.

Le vaisseau « Le Lion » de l'escadre expédiée sur les côtes barbaresques, sous les ordres du duc de Beaufort, est renvoyé à Toulon, pour y prendre du matériel. Ce bateau croise sur les côtes de Sardaigne un navire mar-

seillais, revenant des Echelles du Levant avec un chargement de laine et de soie qui, par suite d'un violent coup de vent, a des avaries de mâture, assez sérieuses pour l'empêcher de continuer sa route. Le « Lion » lui donne la remorque jusqu'à Toulon. Au terme du voyage, le capitaine de ce bateau se rend à bord du « Lion » pour remercier le Commandant Monsieur de Chateauneuf, et lui fait accepter, en témoignage de sa reconnaissance, une balle de soie de Smyrne.

Quelques jours plus tard, M. de Chateauneuf charge deux portefaix : Cristol et Alexis de porter ce cadeau à son beau père M. d'Atour, qui est à la campagne, aux environs tous proches. Trois malandrins : Serres, Meonnes, Bourguignon, de connivence ou non avec les portefaix s'emparent du ballot, détachent de la pièce une certaine longueur d'étoffe et qu'ils vendent à trois passementiers toulonnais, Grand, Lagier et Larmodieu.

Le 25 août, Serres est atteint de la peste et meurt quelques jours plus tard ; plus tard c'est sa belle-mère qui habite avec lui, puis deux de leurs voisins, le 16 septembre c'est au tour de Meonnes et de sa femme, le 18 ensuite Christol puis Lagier ; enfin ensemble dix personnes composant la famille de Meonnes.

Il faut rendre compte au parlement, les consuls le font le 18 septembre. Le 23, la cour rend un arrêt, par lequel elle déclare la ville contaminée de peste, elle interdit à ses habitants l'entrée de tous les bourgs et villes de Provence. Elle charge le conseiller Barême, d'aller sur place surveiller l'application des arrêts et règlements en vigueur.

Pour la circonstance, on édicte à Toulon des mesures complémentaires.

Elles comportent l'obligation pour tous les habitants de faire, dans la rue ou dans la maison, une prière trois fois par jour, quand la cathédrale sonne l'Angelus, pour demander à Dieu, la délivrance de la ville. Les pauvres doivent prendre chaque matin « une coste d'ail nette de la peau » ceux qui en ont le moyen le poids d'un gros de thériaque. (1)

On élève le nombre des intendants de santé de 8 à 16 dont un le P. Léon, revendique pour son couvent le service dangereux de la désinfection. Il meurt à la tâche le 1^{er} janvier 1665. Le P. Maurice le remplace aussitôt. Quatre des intendants, Pebre, Gars, Brun et Sicard sont chargés des inhumations qui se font n'importe où, car les cimetières sont pleins. Les autres intendants se partagent la direction des infirmeries élevées extra-muros, celle du Lazaret sur l'autre côté de la rade, celle des approvisionnements, etc.

Le conseiller Barème s'est arrêté à Ollioules « sur la « limite du territoire contaminé, d'où il veille à l'exécution des ordres, tant pour le dehors que pour le « dedans. »

Monseigneur Louis de Forbin, d'Oppède, arrive le 10 octobre. Il vient d'être nommé évêque de Toulon, comme successeur de monseigneur de Pingré, mort depuis 2 ans. L'épidémie bat son plein. Passant par Aix, il s'est entretenu de la situation avec le duc de

(1) La livre de 360 grammes valait 16 onces et l'once de 22 grammes 12 gros, soit environ 1 gr. 8 le gros.

Mercœur, gouverneur de la Provence, et le président du Parlement. Sur leur avis, il conseille une Serrade générale.

Les Toulonnais y sont plutôt hostiles, mais conseil et consuls adoptent la mesure à l'unanimité. Ils communiquent leur décision au gouverneur. Le duc répond le 19 octobre « Je prends cette bonne disposition, comme « un augure infailible du rétablissement de votre santé » (1). Le 10 janvier 1665 seulement le parlement confirme la décision par un arrêt approbatif.

Depuis près de six mois déjà, des barrières ont été établies, sur toutes les routes conduisant aux localités voisines.

Le duc de Mercœur vient en personne, il s'arrête à la barrière de la Seyne où il convoque les consuls. pour régler avec eux les dernières dispositions à prendre en vue de la Serrade :

Tous les habitants doivent se tenir chez eux et remettre la clef de la porte principale de leur maison aux consuls ; toutes les autres ouvertures des rez-de-chaussée seront murées à chaux et à sable ; toutes les communications de maison à maison seront murées de même toutes les rues barrées à leurs extrémités ; un corps de garde doit être établi dans chaque quartier, avec sentinelle dans chaque rue pour empêcher toute infraction.

On créera des intendants de quartier, avec syndics sous leurs ordres, chargés de tenir un rôle exact de tous

(1). Archives communales de Toulon, série G. G. 40, peste de 1664.

les habitants, rue par rue, maison par maison, les prénoms, le nom, l'âge, le sexe. Les consuls remettront à ces syndics les clefs des maisons placées sous leur surveillance, pour y faire les appels prescrits ; ouvrir trois fois par semaine la porte aux chefs de famille, chargés de la subsistance de leurs commensaux, ravitaillés par les magasins publics, où la communauté centralisera les approvisionnements en pain, viande et autres comestibles.

Les habitants seront tenus « à peine de la vie » de comparaître chaque jour à une fenêtre de leur logis, à l'appel du syndic et de lui déclarer s'ils sont atteints de peste ou d'autre maladie.

Le service de santé sera partagé en 3 sections : la première affectée aux malades non pesteux, la seconde aux suspects à conduire au Lazaret, la troisième aux pestiférés patents à conduire hors des murs dans les infirmeries.

Les médecins passeront deux fois par jour dans les rues de leur quartier, donneront leur consultation par la fenêtre, sauf une fois par semaine où ils seront autorisés à rentrer dans les maisons « pour voir les malades de plus près ».

Les confesseurs procéderont de même. Ils passeront dans les rues en agitant une sonnette, écouteront les actes de contrition récités à haute voix, et après une confession mentale, donneront l'absolution.

Quand le malade ne pourra venir à la fenêtre, ils seront autorisés à pénétrer dans la maison.

Quand un logement sera vide, les capucins y pénétreront pour le désinfecter.

L'application de ces mesures draconiennes marque la rétrocession de l'épidémie.

Le 4 mai, elles doivent cesser, mais un nouvel arrêt du Parlement en prolonge l'application jusqu'au 4 juin. A cette date, en effet, on autorise le seigneur du Revest à quitter la ville pour aller à l'assemblée des communautés de la province. Cependant le 23 juin seulement, le président au parlement, Melchior de Forbin, venu avec un conseiller, Roux de Gaubert, s'assurer que tout danger était définitivement écarté, lève définitivement la quarantaine par une ordonnance.

Le nombre des victimes dans la ville s'élève à 225. L'épidémie épargne les environs.

A Ollioules, le père Maurice organise la défense. Il a quitté Toulon avant la Serrade générale. La petite ville ne connaît pas, pour cette fois, les horreurs de la peste ; on vote en ex-voto une statue en argent à St-Roch. Les consuls s'entendent avec les recteurs des confréries religieuses et font si bien les choses qu'ils s'endettent de plus de 1000 livres. Pour liquider ce passif, ils doivent demander à l'évêque l'autorisation de réaliser une partie des valeurs de leur église (1).

(1) *Archives communales d'Ollioules, 1668.* « Nous... permettons la vente des bagues d'or et de ceintures, d'argent prises, soit à la statue de St-Laurent, soit à celle de la Ste-Vierge pour la liquidation de ladite dette. Fait à Ollioules le 21 juin 1668 ». G. BERNARD, vicaire général.

LA GRANDE PESTE (1720-21)

A Toulon

La peste sévit à Marseille. L'arrêt du parlement d'Aix bloque la ville par terre. La voie de mer reste encore libre. Un grand nombre de Marseillais l'empruntent, et se dirigent sur Toulon, où les consuls émus de leur détresse, les autorisent à faire quarantaine au lazaret. L'affluence augmente, les places font vite défaut. Les derniers venus ne peuvent débarquer.

Sur la demande du premier consul d'Antrechaus, le viguier de Toulon, Joseph Décugis, seigneur d'Evenos, un annobli de fraîche date, avait réuni le conseil de ville le 31 juillet, pour aviser d'urgence aux mesures de protection. Le commandant d'armes Dupont, brigadier des Armées, et le chef d'escadre d'Ailly, commandant de la marine, intéressés pour les militaires de la garnison, et les marius du port sont présents. Ils s'appuient sur une ordonnance du conseil d'Etat, qui enlève au Parlement la police, en temps d'épidémie et de contagion, pour l'attribuer aux commandants militaires des villes contaminées ; ils proposent de veiller eux-mêmes à la sûreté de la côte :

Autorisés, ils établissent un vieux navire « l'Entre-

prenant » pour arraisonner tous les bateaux étrangers au port. De plus tous les atterrissages sont surveillés de la Ciotat à Giens.

Le lazaret de la presqu'île de Cépet redevient disponible, par suite du décès ou de l'élargissement de ceux qui y avaient été internés.

La ville renaît à l'espérance, le conseil en profite pour faire effectuer le recensement individuel de la population. Il donne 26.296 habitants, non compris les soldats et les marins.

A peine ces résultats connus, les premiers cas indubitables de peste se manifestent.

Le « Grand St-Antoine » dont l'arrivée à Marseille a marqué le début de l'épidémie, était chargé de balles d'étoffes diverses. Par ordre du Parlement, elles ont été déchargées sur l'île Jarre. Les gardes de l'île meurent de la peste, le chargement demeure abandonné. Dans la nuit du 3 au 4 octobre 1720, des gens de Bandol viennent subrepticement à l'île, enlèvent une balle de soie qu'ils se partagent. Le 5, la Peste se déclare à Bandol avec une telle violence que 26 habitants sur 300 périssent avant la fin du mois.

Un pêcheur toulonnais, Cancelin, quitte Bandol ce jour. A-t-il participé au vol ? a-t-il eu des relations avec le voleur ? Cela n'a pu être précisé. Il débarque à St-Nazaire aujourd'hui Sanary, y laisse sa barque, se présente aux portes de Toulon, à la nuit close le 5 octobre, il s'alite le lendemain, meurt le 11. Son décès passe d'abord inaperçu. Sa fille à son tour, meurt le 27. Un voisin donne l'alarme.

Les médecins traitants de Cancelin et de sa fille déclarent qu'ils ne sont pas morts de la peste. D'autres médecins examinent les cadavres, ils ne peuvent non plus affirmer la peste.

Malgré leur avis, le Conseil d'Antrechaus fait chamber 35 personnes, ayant pénétré dans la chambre mortuaire, et ordonne l'application des dispositions à prendre pour préserver Toulon de la contagion. L'opinion publique estime cette mesure excessive, cependant 25 jours plus tard, deux enfants Cancelin meurent de la peste, et sur les neuf personnes composant la famille, sept autres périssent de peste en 15 jours.

Ensuite une accalmie se produit, elle dure jusqu'en décembre. On fait moins attention. De nouveaux cas disséminés s'observent. D'Antrechaus obtient de l'évêque la suppression des offices de Noël.

Dans les premiers jours de janvier 1721, un colporteur « Gras » demande un laissez-passer, pour aller à Signes, acheter des étoffes grossières en laine. Il l'obtient facilement, Toulon n'est pas encore considéré comme contaminé, et il n'y a pas de cas signalés à Signes. Il part. Au Beausset, il complote avec un muletier d'aller à Aix, où la peste sévissant ils pourront acheter à bon compte. Gras réalise ce projet, revient à Signes, sans éveiller de soupçons, s'y fait délivrer un billet de santé par la municipalité, rentre à Toulon le 10 janvier. Le 14, sa fille tombe malade, elle meurt le 17 de peste reconnue par le médecin. Gras, désespéré, s'accuse d'avoir tué sa fille, et confesse sa faute. Interné dans une maison de campagne, il meurt 5 jours plus tard.

Le commandant Dupont fait brûler la maison, il agirait de même pour celle de la ville sans la crainte d'incendier la cité, mais tout son contenu est brûlé sur la place St-Pierre.

A la requête des corps constitués, on déclare la quarantaine générale « l'ancienne Serrade ».

Quelques personnes se persuadent qu'un grand feu purifierait l'air, ayant entendu dire à leurs aïeux qu'on avait eu recours à cette épreuve pendant la précédente peste.

Il est donc ordonné de rassembler devant chaque maison de quoi faire un grand feu, de l'allumer à 7 heures du soir au son des cloches de la cathédrale. Jamais ordre n'a été aussi ponctuellement exécuté. Un embrasement général couvre la ville, d'une fumée si épaisse, pendant la nuit, qu'elle n'est pas encore dissipée le lendemain.

A Marseille, la même mesure avait été prise sans plus de succès.

Rien n'empêche les progrès de l'épidémie. En avril, la moyenne quotidienne des décès dépasse 200, elle atteint 240 au milieu de mai, 270 à la fin.

Le 10 mai on avait renoncé à la quarantaine, dont l'inefficacité avait été démontrée.

Les galériens servent de croquemorts. Les mauvais instincts se donnent libre cours. Heureusement l'inflexible Dupont dirige la police. Il fait des exemples. Deux femmes prises en flagrant délit de vol de drap sont pendues sans jugement. Un meunier à huile, Mourriez, est condamné à mort, pour s'être livré à un trafic

clandestin, on l'envoie remplir l'office de corbeau. Un galérien est pendu sur le champ, place St-Jean, pour avoir étranglé un pestiféré.

La mort frappe les autorités en fonction, 6 conseillers sur 12 disparaissent et tous les morts vont à la fosse commune. Il manque de magistrats, de prêtres, de boulangers, de médecins surtout. Un seul survit à l'épidémie, il s'appelle Navarre.

Un seul apprenti chirurgien aussi échappe au fléau, il est nommé maître à la demande des consuls. Huit praticiens viennent de Montpellier et de Paris remplacer les morts.

Le dénombrement de la population après l'épidémie donne 10.493 habitants, soit une diminution de 15.803, sur lesquels 13.283 décès ont été enregistrés.

Dans la campagne, la situation est aussi navrante.

A Bandol, la moitié de la population a péri, les survivants se cachent dans les bois.

Au Revest, où un grand nombre de Toulonnais ont cherché refuge, 450 habitants sur 500 prennent la maladie ; 300 décès.

Evenos échappe à la contagion. On a naturellement rétabli les corps de garde de 1649. Dans les vaux d'Ollioules et au col du Broussau qui conservera la dénomination de « col du corps de garde », les registres paroissiaux de cette ville, indiquent un nombre de décès sensiblement égal pour les années 1720-21-22.

Le Beausset invite Evenos, et jouit du même privilège de préservation. On adresse des prières publiques à la vierge de l'ancien Beausset. On lui offre le 26 avril 1723, un tableau en reconnaissance de sa protection. (1).

A Ollioules.

Les mesures sanitaires ne donnent pas de meilleurs résultats qu'à Toulon. La peste gagne peu à peu dans le milieu des forains.

Le registre des délibérations de 1721 débute par un délibéré mettant en interdit le quartier extra muros de la Courtine où est morte une demoiselle Lombard, dont la mère est-elle même atteinte de la peste. Un corps de garde y sera établi pour rendre la quarantaine effective, pour empêcher la famille Lombard et celle du fermier, du receveur des gabelles, de sortir de leurs propriétés. Les deux enfants de Lombard meurent à leur tour, on les fait ensevelir auprès du bastidon, où ils habitaient, avec toutes les précautions et parfums prescrits, on fait ensuite purifier le dit bastidon par le feu, en attendant l'entière extinction de la famille Lombard, qui permettra de réduire la garde.

Laurent Aoust, fermier des moulins communaux, est averti, de ne plus recevoir à l'avenir, aucun habitant de la Seyne, venant faire moudre son blé « ceste ville étant soupçonnée atteinte du mal contagieux. »

(1) Ce tableau représente la procession qui se rendit au vieux Beausset, en action de grâce, consuls en tête dans le costume du temps.

Des pourvoyeurs de Toulon, et maintes autres personnes, en particulier deux colporteurs suivent les chemins royaux, et même traversent la ville. Le conseil députe deux de ses membres, St-Gilly et Tholozan, pour aller faire de très humbles remontrances, à ce sujet, à Dupont commandant d'armes de Toulon. C'est Joseph de Vivelle de la Millière, nommé par Dupont, commandant d'Ollioules qui donne la réponse. Elle ne souffre aucune réplique : 1^o Le conseil délibère sur des affaires qui ne sont pas de sa compétence ; 2^o C'est lui Dupont qui a autorisé les deux colporteurs, et a pris toutes les précautions exigées par la santé ; 3^o C'est lui Dupont qui signe les passeports des pourvoyeurs de Toulon.

Les difficultés augmentent sans cesse.

Un enfant meurt, le petit Gabriel. Le chirurgien de semaine, Paul, fournit un rapport constatant qu'il n'est pas mort de maladie contagieuse. La famille Gabriel, 4 personnes et la famille Soleillet qui a communiqué avec elle, sont cependant mises en quarantaine. Décision judicieuse, puisque la première s'éteint en 25 jours.

Les mises en quarantaine et les décès se succèdent. Etienne Emeric « l'Enterre-mort » succombe à son tour. On apprend qu'il a pénétré dans la bastide Lombard, pour y dérober une caisse contenant de l'argent.

De son côté, le gabellier Martinenq en prend à son aise, avec les ordonnances du bureau de santé. Plainte est portée au commandant Dupont. La réponse ne tarde pas. Martinenq contraint « au logement effectif » paiera la garde chargée de le surveiller jusqu'au « dernier par-

fum ». Ensuite il ira à Ollioules « demander pardon » aux intendants de santé.

La situation se complique. L'argent manque dans les caisses municipales. Le conseil donne tous pouvoirs à la Millière et à 4 conseillers qui lui sont adjoints pour faire rentrer les sommes dues à la communauté.

Il vote d'urgence une exaction de 7 livres par livre cadastrale. Il fait triturer au profit de la commune, les olives recueillies dans la bastide Lombard.

Il interdit la sortie des grains, des farines du pain, et des autres denrées alimentaires, sous peine de 10 livres d'amende, de la confiscation, et du doublement de l'amende, en cas de récidives.

Il envoie prendre à Sorgues, trois trenteniers, 90 moutons promis à la cité.

Il demande à l'amiral Duquesne, le remplaçant d'Ailly, mort le 27 décembre 1720, d'une fluxion de poitrine, d'envoyer à Ollioules, tous les marins qui en sont originaires, avec les mousquets nécessaires.

Enfin, pour encourager les gardes des postes et des quarantenaires, on leur vote une distribution journalière de 6 pots de vin.

Le valet de ville Imbert, proclame à sons de trompette, la défense faite à tous les habitants malades de sortir de leur maison. Ils doivent charger un voisin de prévenir le bureau de santé afin qu'il soit pourvu à leur nécessaire.

Dans ce but, on constitue une réserve de dix charges de blé (1700 litres) pour fabriquer des biscuits, et des galettes, à l'usage des indigents. Un chirurgien supplé-

mentaire, Olivier est engagé par le conseil aux appointements de 50 livres par mois.

La maladie ne régresse pas ; on prend des dispositions plus sévères. Deux enfants Teïssère tombent malades, toute la famille est mise en quarantaine extra muros.

Le conseil délibère de faire enfermer les mendiants : les femmes et les enfants, dans la chapelle de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, les hommes dans l'hôpital de Saint-Jean-Baptiste.

Deux personnes charitables sont désignées pour leur assurer les vivres.

Il décide de suspendre les offices dans l'église paroissiale, et dans les chapelles conventionnelles.

On se procure à Toulon, les drogues et les médicaments indispensables. On dépose la précieuse caisse avec les archives, le tout confié aux soins du trésorier Décoréis, en bien spécifiant que le chirurgien Olivier demeure responsable de l'emploi.

Le 18 janvier 1721, le registre des délibérations étant rempli, celles-ci sont désormais transcrites sur un cahier *ad hoc*, de grand papier « attendu qu'il ne s'en est point trouvé, et qu'il est défendu de communiquer avec Toulon ».

En effet, un nouveau corps de garde a été établi à l'issue vers cette ville.

La question financière revêt une acuité de plus en plus grande. On décide de vendre cinquante charges de blé aux boulangers pour faire entrer un peu d'argent. Des fournisseurs non payés réclament. On vend l'huile du

Septain (1) on poursuit tous les débiteurs sans remise.

Pour compliquer la situation, le seigneur baron d'Ollioules, Pierre-François-Hyacinthe de Vintimille, froissé de ce que l'on n'a pas pris son avis, lors de la nomination des intendants de santé, intente une action à la commune. Elle délègue à Aix, pour représenter ses intérêts deux conseillers Décoréis et Guiot. Elle perd, il en coûte 15 livres à la caisse déjà endettée.

Les décès se multiplient. Celui de la fille Goutard vaut à 6 familles, la mise en quarantaine. Celui de la femme Andrieux, bien qu'attribué à une mort naturelle fait prendre la même mesure pour son entourage. Son père Jacques Andrieux s'est caché dans son séchoir à figues, à Evenos. Le bureau de santé d'Evenos l'apprend, car la suspicion et la délation règnent dans toutes les communautés. Par deux fois, Andrieux reçoit l'ordre de quitter le territoire d'Evenos, comme il n'obéit pas, on s'empare de sa personne, et on l'enferme à Ollioules dans la maison où sa fille est morte.

Joseph Decugis, du quartier la Tourelle, reçoit le dernier parfum à la maison d'Honoré Gras son oncle, par les soins de l'intendant de santé Guirot, mais, son fils Joseph Décugis meurt, de pneumonie.

La misère augmente.

L'assemblée des Etats de Provence vote des secours d'abord le 19 avril « La communauté d'Ollioules, et de la

(1) Septain Droit d'un septième sur les olives portées au moulin communal pour être triturées

« Valette, étant attaquée de la contagion, il est accordé
« 1000 livres à Ollioules, et 1200 à la Valette ».

Elle recommence le 5 juin « Le nombre des morts et
« des malades augmente tous les jours à Ollioules, il
« lui est accordé 1500 livres.

Et le 21 juin « Les communautés d'Ollioules et de la
« Seyne qui commencent à être dépourvues de tout, ne
« cessent de se plaindre, et demandent du secours, il est
« accordé 1000 livres à Ollioules, 800 à la Seyne ».

Les forains ne veulent, ne peuvent plus sortir travailler les champs, sans s'exposer à la quarantaine. Sur l'intervention du seigneur baron, on recule les barrières, au delà des terrains cultivés, avoisinant la ville.

Les moutons se vendent 16 livres, au lieu de 12, l'olle de vin (un peu moins d'un litre) 3 sous.

Parallèlement le nombre des mendiants à la charge de la commune va croissant. Ils débordent dans la cour de la Miséricorde, et le plain-pied de l'hôpital, devenus des cloaques, qu'il faut faire évacuer.

Les miséreux sont enfermés chacun dans leurs maisons auxquels seront fournis par le fossoyeur, tous les vivres et aliments

Les animaux eux aussi paient leur tribut au mal. Le 4 mai 1721, par ordre du conseil, on conduit les chèvres de J. Garnier mort de la peste, à la vanade (étable) de J. Martelly, pour permettre la purification de leur bergerie.

Elles meurent toutes subitement, au nombre de 20. Jusqu'à leur arrivée, les moutons de Martelly, isolés

avec un garde dans le jas (parc) étaient indemnes, ils périssent comme les chèvres.

Le conseil qui astreint chèvres et moutons à la quarantaine, délibère « par contre de défendre au boucher « communal Jouffret, de sortir du lieu pour quelque « raison ou prétexte que ce soit, tant lui et ses pour- « ceux qui seront consignés dans la ville.

L'hôtel de ville transformé en magasin à blé, l'assemblée municipale se tient dans le grenier des halles.

A partir du 5 mai, le Conseil est obligé de secourir la population, on lui livre le blé au prix de 27 livres la charge, et par contrat public, devant notaire, pour éviter tout gaspillage.

Une bonne nouvelle cependant, l'archevêque d'Aix, annonce un envoi de 1000 livres à distribuer de concert, par le curé et le commandant aux pauvres de la ville, sous la seule charge de « prier Dieu pour ceux qui ont fait l'aumône ».

Les intendants de santé suffisent à peine à leur tâche. Un seul demeurera à l'hôtel de ville, l'autre surveillera l'organisation extérieure.

On apprend, en effet que faute par les « corbeaux » d'avoir creusé une fosse suffisante, pour l'inhumation de Madeleine Péliissière, les bêtes sauvages et les chiens errants ont « délivré » le cadavre.

Le capitaine la Millière fait une enquête. Il ne peut rien, il se borne à rendre compte.

Le trésorier Decoréis est pris si subitement par le mal contagieux, en délivrant du blé aux boulangers, qu'il ne peut leur donner quittance.

Ensevelissements et « transmarchements » comme l'on appelle les mises en quarantaine se succèdent sans trêve. Le greffier transcrit 10 décès du 19 au 22 mai avec cet attendu. « Le nombre quotidien des morts rend impossible de délibérer sur chacune d'elles », il se contente de les insérer dans le registre, « pour y avoir recours « au besoin ». Du 23 au 27, on compte encore 17 décès.

La mesure relative aux mendiants n'a pu être exécutée, on décide de prendre une mesure radicale ; ils seront enfermés dans le terrain clôturé, voisin du vieux château d'Ollioules, où ils dresseront des abris pour se loger. On est en été, les nuits sont courtes.

Les forains du quartier du Lançon viennent, en armes, molester le propriétaire du château de la Tourelle. Celui-ci porte plainte au maréchal de camp Duferrier, commandant des troupes en Provence. Le maréchal répond par l'envoi de 12 soldats de marine, et 4 sergents aux gages de la communauté, soit 5 sous d'argent, 2 livres de pain, et un pot de vin, à chacun d'eux par jour, bien lourde charge pour les finances de la commune.

Les gens de Lançon seront désarmés, et ceux qui seront pris » à s'ingérer hors de leur territoire, seront fusillés ».

Le valet de ville meurt du mal contagieux.

Le trop grand nombre de malades, en traitement dans les infirmeries, a effrayé maîtres et garçons chirurgiens. Ils se sont réfugiés dans les bastides circonvoisines, ou hors du territoire. La Millière en visage d'aller les guérir par la force. Il provoque un ordre du commandant Dupont, aux chirurgiens Espanet et Tholozan,

leur enjoignant de revenir à Ollioules, faute de quoi, ils seront déclarés déchus de leur maîtrise, incapables de ne jamais plus exercer, et bannis pour 5 ans.

Joseph Largier, prêtre d'Ollioules, s'offre comme volontaire, pour le service des infirmeries. Antoine Hermitte se propose à son tour, pour assurer le service « par dévotion et sans salaire » aux cabanes des pauvres mendiants. François Dondon promet 30 livres par mois.

Le secrétaire du bureau de santé tient les actes civils et inscrit 44 décès pour le mois de juin. Faute de notaire, il transcrit aussi les testaments. Il dresse même un procès-verbal d'autopsie. Pour le surcroît de travail, auquel il est astreint, on lui attribue un supplément d'appointements de 50 livres.

Au mois de juillet, le fléau rétrocede. Le greffier inscrit seulement deux décès.

Trois conseillers se sont réfugiés, dans leur maison de campagne. S'il ne rentrent immédiatement à Ollioules, la Millière obtient contre eux, du commandant des troupes, en Provence, une prise de corps, avec 500 livres d'amende, et l'incapacité d'exercer jamais dans la communauté, aucun emploi électif ou rétribué.

La Millière assigne tous les intendants de santé pour procéder au jugement d'un certain J. B. Gey accusé de vol et de recel, et les incite « à procéder militairement à l'instruction du procès ». L'intendant J. Hubert, nommé en remplacement d'un titulaire, emporté par l'épidémie, conduit les débats avec célérité. Il conclut à ce que « Gey, ex corbeau, atteint et convaincu de vol et recèlement » sera conduit à sa sortie de prison, tête-nue,

poings liés, la corde au cou, une torche ardente à la main, à la porte de la paroisse, pour y demander pardon à Dieu, au roi, à la justice. De là accompagné de mousquetaires, il continuera son amende honorable, dans les infirmeries, retraites de convalescents, carrefours et faubourgs, sera enfin reconduit en prison, pour y demeurer jusqu'à ce que « les passages étant ouverts » il puisse être mené dans une des galères du roi, pour y servir sa Majesté pendant 5 ans.

En août, le mieux de juillet s'accroît comme en témoigne l'ouverture de trois nouvelles maisons de convalescents.

Les quarantenaires de la banlieue sortent de leurs bastides.

Une délégation de deux intendants de santé, et du commissaire général des parfums, lève la quarantaine, et remet les habitations dans le droit commun. Pour cela « ils assistent ensemble au dernier parfum » donné à la maison pestiférée et « en cas qu'il se trouve dans icelle, des hardes, meubles, linges, le tout sera jeté par la fenêtre pour être brûlé ». Les gens s'élèvent contre une mesure si radicale, qui leur cause de grosses pertes. Ils obtiennent en partie satisfaction. On transporte hardes, meubles et linges, aux infirmeries pour être purifiés (désinfectés ou brûlés) selon que le bureau en juge.

Le 9 septembre, la dernière quarantaine est terminée par le dernier parfum.

Les communications se rétablissent peu à peu. Le directeur des postes de Toulon obtient le passage du courrier d'Aix, à travers les gorges d'Ollioules.

On accorde aux gens de St-Nazaire le libre accès aux moulins. Enfin, le capitaine la Millière propose de faire « percevoir les fruits » (faire la vendange) et d'ensemencer les terres, tous ayant à souffrir d'un plus long délai.

La crainte dissipe la bonne entente, nécessaire pour lutter contre le mal ne règne plus longtemps. Chacun veut gouverner, en faire à sa tête. Le bureau de santé fonctionne mal, car la plupart de ses membres se sont évadés. La Millière ne peut se faire obéir, le Conseil non plus. Le commissaire général aux parfums, Guillot, envoie du papier timbré. La Millière le traite de brouillon, de petit marchand, même de paysan têtu et le menace des arrêts.

Le Conseil décide que le détachement du régiment de Brie sera congédié, payé et remercié, pour délivrer la communauté de la dépense qu'il occasionne.

La Millière ne veut pas laisser partir son principal appui. Il proteste, et en réfère au commandant Dupont. Celui-ci ordonne une quarantaine pour le détachement, avant de le rendre libre et, en même temps, soumet la localité à la même mesure. Il rend compte au commandant des troupes de la province, M. de Ceylus, qui approuve.

Cette décision raffermi l'autorité de la Millière et met une sourdine aux plaintes contre lui dont on assiège journellement Monsieur de Ceylus. Aussi, quand un certain Fouleon, conseiller jadis accusé de malversation, dans le maniement des deniers communaux, dont il était trésorier, se met à la tête de l'opposition, et accuse

la Millière d'employer les hommes payés par la communauté, pour son usage personnel, ses collègues ne se laissent pas entraîner, et la suspicion demeure sur lui.

La situation continue à s'améliorer, on parfait l'assainissement. « Tous les habitants de quelque grade, « ou condition qu'ils soient, qui ont des morts enterrés, « dans leurs propriétés, doivent faire couvrir les fosses, « d'un tas de pierre en forme de mur, de 2 pans de « hauteur, avec une croix dessus, à peine de 50 livres « d'amende ».

De toutes parts, le Conseil reçoit des demandes de gens qui veulent rentrer en possession de leurs meubles et effets, soit qu'ils aient été réquisitionnés pour les hôpitaux, et les dépôts de convalescents, soit qu'ils aient été mis sous scellés après décès.

Une autre affaire sollicite les soins du conseil. Il y a depuis plus d'un an, 3 prisonniers à la geôle municipale, Lieutand, Moutet, et la femme Gey, Catherine Mourebou, compromis avec l'ex-corbeau Gey, parti pour les galères.

En compagnie de Gey, ils auraient dépouillé les morts, et même quelques vivants. Le conseil décide de les remettre « aux juges ordinaires du lieu » attendu que les passages sont actuellement libres. La Millière s'y oppose « la justice n'ayant pas encore été rétablie, en conséquence de la mort du greffier, du procureur, du sergent, et des jurés qui ne sont pas encore nommés (remplacés). Le cas est d'importance, comme le montre une déclaration du trésorier Bernard.

En effet, si cette affaire passe à une autre juridiction que celle du pays « tous les frais et dépends seront supportés, par ceux qui ont tardé cette affaire en longueur ». Ce sera donc à la communauté d'Ollioules déjà endettée, à payer les frais de justice. Aussi le conseil passe outre l'opposition de la Millière.

D'ailleurs, un avis du commissaire de la marine de Toulon, Sternoy simplifie les choses. Il réclame le matelot Lieutaud (« retenu en prison, pour friponnerie ce qui n'a pu être encore prouvé »). La demande accompagnée de nouvelles consignes, pour les gens des portes est contresignée par Dupont.

Quelques jours plus tard, le 26 février 1722, une nouvelle ordonnance prescrit la mise en liberté du second prisonnier, Joseph Moutet. Elle ordonne même de le récompenser pour les services qu'il a rendus.

Enfin, il y est « dit attendu que la désinfection a été mal faite à Ollioules, où de temps à autre, il se produit encore quelques cas de contagion, on recommencera la désinfection générale. Et, afin d'avoir la garantie que tout sera fait consciencieusement, le commandant envoie le même jour, « un sergent et deux corbeaux expérimentés, pour veiller à la purgation générale du lieu et de son terroir ».

On espère un prompt retour à la vie normale. Cependant, il faut patienter encore. Le marquis de Brancas succède à Monsieur de Ceylus, au commandement des troupes de Provence. Il prescrit à tous les commandants et consuls, de redoubler de vigilance, en particulier, sur

les voyageurs et marchandises, de nombreux cas isolés étant encore signalés ça et là dans la province.

La précaution n'est pas superflue. La famille du capitaine la Millière, indemne jusqu'à ce jour, paie son tribut au mal. Sa femme meurt le 4 février 1722. De Brancas, écrit au capitaine de Grandville, successeur de la Millière, d'avoir à garder « exactement » celui-ci, et toute sa maison, crainte de communication, et de brûler tout ce qui a servi à la malade.

La quarantaine de la Millière prend fin le 17 mars. Il n'exerce plus le commandement à Ollioules, son successeur de Grandville a lui-même été remplacé, par le capitaine de la Clotte.

C'est donc à lui que le commandant Dupont demande « un certificat » authentique constatant où se trouve le lieu d'Ollioules et son terroir, par rapport à la santé, signé des consuls, des conseillers, des intendants de santé, des notables, des curés et chefs d'ordres (supérieurs de couvents et de pensions).

Le certificat reçu, Dupont rend l'ordonnance libératrice. La route des gorges restera seule surveillée à l'entrée et à la sortie du Bourg.

On alloue une somme de 45 livres à la conférence de St-Laurent, le patron d'Ollioules, pour célébrer dignement sa fête, et illuminer son autel.

C'est la fin de l'épidémie. . .

La Provence ne reverra plus les ravages de la Peste.

CONCLUSIONS

Etude comparée de la peste, à la ville et à la campagne

Cette relation peut nous permettre de comparer les petites cités aux grandes villes en face de la maladie.

De nos jours, nous étudions, dans toute affection l'étiologie — les formes cliniques — le traitement, la prophylaxie.

Respectons donc cet ordre pour rappeler brièvement les connaissances sur la peste au xviii^e siècle, et tout en suivant, mettons en parallèle autant que nous le pourrons, villes et campagnes.

Etiologie.

En laissant de côté, les plus vieilles hypothèses sur l'étiologie de la peste, on voit, à partir du xiv^e siècle, les plus sages, invoquer des causes astronomiques, les malféfices, ou la colère divine.

En 1720, dans les villes, comme dans les campagnes, le fond de la croyance populaire ne peut voir dans une

pareille calamité, qu'une manifestation de la colère divine, ou une malignité démoniaque.

Monseigneur de Belzunce lui-même ne prononce-t-il pas solennellement un exorcisme, contre le fléau, comme s'il était uniquement dû à des démons ? Aussi les habitants du Beaussèt se rendent en procession, remercier la vierge de leur ancienne église, de les avoir protégés de la contagion.

Dans les milieux médicaux, cependant, on s'efforce de trouver une cause plus tangible.

Les uns l'attribuent à des venins, d'autres à des miasmes (« Les auteurs les plus habiles qui ont traité de la peste, dit Helvétius, avouent tous qu'elle ne peut être exactement définie ; mais ils conviennent qu'elle dépend ordinairement de la coagulation du sang, et de toutes les humeurs qui le composent »).

Certains et non les moindres pensent, et on le leur a enseigné, que cette maladie n'a jamais existé. C'est ainsi que le docteur Pons, un des médecins de la Faculté de Montpellier, envoyé à Marseille pour combattre l'épidémie, confesse dans une lettre : « Quand je suis parti pour Marseille j'étais dans la prévention qu'il n'y avait jamais eu de peste, dans la nature ; que ce qui avait été qualifié de ce nom, par nos auteurs, n'était qu'une suite à leurs préjugés à ne point saigner ni purger, que la crise n'eut décidé du sort des Fièvres malignes ; que par cette pratique, les impures ou matières hétérogènes qui restaient dans la masse du sang, venant à s'en séparer peu à peu, et se jetant sur différentes parties, il arrivoit des parotidites

« et des bubons, des charbons et des exanthèmes ; et
« toutes les autres efflorescences qu'on observe dans la
« peste. C'est la doctrine qu'on nous a enseigné à Mont-
« pellier en 1688, 1689, 1690 et 1691, du temps où j'y
« étudié ».

Heureusement, nous trouvons la contre-partie chez un
Lyonnais, précurseur des découvertes récentes.

Il attribue la peste à « des insectes venimeux apportés
« de quelques contrées étrangères avec des marchan-
« dises... Ces derniers sont invisibles et si petits, qu'ils
« éludent la vivacité des yeux les plus pénétrants... Il y a
» grande différence, entre le corps d'un éléphant, et ce-
« lui d'une mitte. Il se peut, et la raison ne s'y oppose
« pas qu'il y ait des insectes, qui par rapport à la mitte,
« sont ce que la mitte est à l'éléphant ».

Formes cliniques.

Les connaissances de nos ancêtres différaient peu des
nôtres sur la morphologie de la maladie. Nous distin-
guons une forme à bubons qui peut être septicémique
d'emblée, et une forme pneumonique.

Aymonius parle en ces termes de l'épidémie de 503.
« Il arrive une grande mortalité à Marseille, et dans les
« villes de Provence par une maladie, qui faisait sortir
« aux hommes, des glandes de la grosseur d'une noix,
« aux aines et aux parties plus délicates ».

A propos de la peste Justinienne, Grégoire de Tours
dans son *Histoire ecclésiastique des Francs*, dit que
l'on donnait à cette peste « le nom d'inguinale... Une

« tumeur sinueuse se formait à l'aine ou à l'aisselle, et
« l'on mourait le deuxième ou le troisième jour ».

Guy de Chauliac décrivant l'épidémie de 1348 raconte qu'elle commença en janvier 1348. « Elle dura 7 mois de suite, les deux premiers mois, elle ne se manifesta que par la fièvre et le crachement de sang, elle fut cependant très cruelle, et on en mourait en 3 jours. Les autres 5 mois la peste fut sans crachements de sang, mais toujours avec la fièvre continue, à laquelle survenait des bubons aux aines, et aux aisselles, on en périssait en 5 jours ».

Astruc qui cite ce passage écrit en 1721 : « La peste ne
« laisse pas de différer des fièvres malignes ordinaires
« par quatre principaux caractères :

« 1^o Elle est accompagnée de bubons aux aines et aux
« aisselles ;

« 2^o Elle est suivie d'une mort prompte ;

« 3^o Elle emporte la plupart de ceux qui sont attaqués ;

« 4^o Elle se communique et se répand en très peu de
« temps.

« Il y a des pestes, où les bubons même ne paraissent
« point, parce que le mal est trop aigu et qu'il enlève les
« malades, avant que les éruptions puissent paraître.
« Telle fut la peste fameuse pendant les deux premiers
« mois de 1348. Telle a été la peste présente de Pro-
« vence à l'égard de tous ceux qui ont été enlevés dès le
« second et le troisième jour. Il y a même des pestes
« sans bubons ; dans ces sortes de cas, on ne peut
« reconnaître la peste que par les trois derniers signes
« qui restent ».

Un autre narrateur de l'épidémie de 1720, s'exprime ainsi : « Voici les signes que j'ose énoncer comme distinctifs de l'épidémie de 1720 une apparition presque générale de tumeurs et de charbons ».

Il est donc hors de doute que la forme à bubons a été de tous temps caractérisée ; même dans ses manifestations septicémiques d'emblée. Mais la forme pneumonique ne dut pas toujours être reconnue au moins, dans les milieux peu avertis. C'est, par exemple, à Toulon, le 27 décembre 1720, le commandant de la marine, décédé presque subitement « d'une fluxion de poitrine ». A Ollioules, en 1721, Joseph Décugis meurt, de pneumonie, porte le registre, et l'on conduit son cadavre au cimetière, au lieu de l'inhumer sur place, comme celui des autres pestiférés.

Traitement.

Le traitement ne subit d'autres variations que celles de la mode, et ne comporte aucune indication spéciale, uniquement applicable à la peste comme aujourd'hui le sérum antipesteux.

Le docteur Pons écrit dans la lettre, dont nous avons déjà cité un passage : « Quant aux remèdes dont je me « sers dans le mal, j'ai d'abord tenté les émétiques antimoniaux, mêlés avec les purgatifs, mais le succès en « a été guère heureux. J'ai observé que si la malade en « était au troisième ou au quatrième jour, les malades en « mouraient tous ; je me suis retranché à l'émétique « seul ou lavé et bien léger ; lorsque j'ai été appelé aux

« premiers vingt-quatre heures. Et j'ai soutenu, ensuite
« le remède par des cordiaux fort légers, comme le thé-
« riacque, le diascordium, la poudre de vipère, l'anti-
« moine diaphorétique, en petites doses, et souvent réi-
« térées. Et je trouve qu'avec cette méthode, les ma-
« lades se portent plus loin, et qu'ils réchappent davan-
« tage ».

Helvétius recommande les remèdes, dont son père a usé, avec de grands résultats, dans des épidémies de peste en Hollande, et qui découlent de sa théorie sur la coagulation du sang.

« Suivant cette théorie générale, dit-il, il est aisé de
« voir que la principale vue qu'on doit se proposer pour
« combattre cette maladie, est de rendre plus fluide,
« dès le commencement, et le sang, et toutes les liqueurs,
« de manière qu'elles puissent circuler librement, dans
« les parties, sans s'y arrêter ».

Il préconise entre autres :

1° Une teinture d'or, à base de poudre d'or dissoute par l'eau régale, et mélangée à de l'huile de camphre. Le remède est « très efficace pour ouvrir les tissus trop
« serrés de sang, et pour pousser le venin au dehors
« par la transpiration, pour ranimer les forces du ma-
« lade, pour le soutenir, et le fortifier, pendant sa ma-
« ladie, et pendant l'opération des remèdes évacuants
« qui pourraient l'abattre ».

2° L'essence émétique. — A propos de ce médicament, il reproche aux médecins marseillais de ne pas l'avoir assez employé « quoique ce soit un des plus grands
« secours qu'on puisse procurer, dans les premières

« attaques de la peste. L'extrême abattement où tombent les malades, après en avoir usé, les a obligés à abandonner ce remède et de recourir à l'usage de l'hypecacuana...

« On sait que c'est un vomitif très propre à faire vider les humeurs glaireuses, qui se trouvent dans les premières voies, et qui peut être très utile dans la peste... Mais, il n'est pas toujours sûr qu'il puisse faire sortir, par lui-même, les humeurs crues et malignes, qui ont été portées dans la masse du sang, et qui y ont été très intimement unies ».

3° Des pilules purgatives antipestilantielles composées d'une vingtaine de médicaments dont quantités de purgatifs végétaux comme aloès, rhubarbe, etc., etc.

On essaie de faire mûrir les bubons, par différents cataplasmes réputés émollients. Quand ils donnent des marques de suppuration, on les ouvre soit au bistouri (bistouri à longs manches) soit par des applications de pierre à cautère.

Naturellement, les médecins et barbiers de campagne traitent le mal comme le font leurs confrères des villes.

Les médicaments employés sont les mêmes aussi, tout au moins dans chaque région ; nous avons vu, en effet, le Conseil d'Ollioules envoyer chercher à Toulon la provision de drogues nécessaires pour combattre la maladie. Mais on les applique sans grande conviction. Les cas heureux sont rares. Gens du peuple et gens de science, se rendent bien compte que l'art médical n'apporte pas grande modification au cours du mal,

Prophylaxie individuelle.

Ne pouvant combattre le mal, on s'efforce de le prévenir, et c'est sur la prophylaxie de la peste que convergent tous les efforts.

Les mesures prises pour se préserver du fléau se déduisent logiquement des idées que l'on a sur l'étiologie et le mode de contagion qui dépendent un peu l'une de l'autre.

Quand on rapportait l'origine du mal à des miasmes, à l'air vicié, on ne pouvait guère lui opposer de barrières. Ainsi la consultation (le compendium, comme l'on disait alors) de la Faculté de Médecine de Paris — rédigée en 1348, à la demande de Philippe de Valois, sur les moyens de combattre la peste — s'inspire de cette opinion, et s'étend principalement sur les règles de l'hygiène, afin que les corps, plus résistants, se meurent avec moins de danger dans l'atmosphère corrompue.

Peu à peu, les idées se modifient. On attribue encore la source du fléau à des miasmes, mais on diminue leur champ d'action. Ils ne se propagent plus au loin, dans l'atmosphère, ils restreignent leur zone dangereuse au voisinage immédiat des malades. Comme la fumée, dense à son origine, s'estompe peu à peu, de même l'air virulent, autour des malades, à leur contact, perd rapidement tout pouvoir nocif.

Mais c'est bien l'air, la source de la contagion, M. Deidier, dans son discours, pour l'ouverture solennelle de l'École de Médecine de Montpellier, le 22 octobre 1725,

s'exprime ainsi, en parlant de l'épidémie de 1721, à Marseille : « La peste est contagieuse, par contiguité immédiate, j'entends, Messieurs, par ce contact immédiat, de humer trop longtemps, et de trop près l'haleine brûlante qui sort de la bouche des malades, de s'envelopper de la chemise, ou de se coucher dans les draps d'un pestiféré, de toucher ses propres plaies, avec des mains encore empreintes d'une sueur ou d'un sang infecté ».

Cette opinion commande tous les conseils donnés par le corps médical, toutes les précautions édictées par les parlements et les municipalités.

« Le principal, et le plus assuré remède, suivant le sentiment le plus universellement reçu, écrit un Lyonnais, est de se tenir éloigné, de fuir et éviter les personnes et marchandises suspectes ». Car les étoffes sont susceptibles de conserver dans leur trame, le mauvais air, si elles ont été en contact avec un malade.

Ce conseil est suivi par tous ceux qui le peuvent. Quelquefois même, les médecins donnent l'exemple. Les autres usent de toutes les substances préservatrices, en honneur depuis des siècles, surtout les parfums.

Ils comportent toutes sortes de matières aromatiques. On utilise le vinaigre impérial à base d'angélique, de girofle, on le boit, on en imbibe de petites éponges, que l'on met dans des boules de bois percées, et que l'on respire comme un flacon de sels. On met du camphre, dans un roseau, que l'on tient entre les lèvres, pour filtrer l'air que l'on respire.

Prophylaxie générale

Pour rendre plus efficace la protection contre le fléau, il faut prendre des mesures d'ordre général, dont l'application dépend de la collectivité :

Au début, elles ne sont pas prévues, mais dictées par les circonstances et complétées par l'expérience.

En 1482, les syndics d'Ollioules interdisent les danses.

En 1586, le Parlement d'Aix refuse l'entrée des villages à des fuyards de Marseille.

En 1587, Toulon désigne des médecins, qui sont chargés du soin des pestiférés, on tente de désinfecter les vêtements, on organise des infirmeries pour recevoir et isoler les contagieux.

En 1629, le consul d'Ollioules supprime une foire.

En 1649 à Toulon, on loue des maisons, pour mettre en quarantaine des fuyards de Marseille, de même à Ollioules. A Evenos on barre la route.

Déjà en 1620 quatre-vingt-neuf ans après l'exemple de Paris, le parlement d'Aix codifie toutes ces mesures, et les rassemble dans un édit.

Dans une grande ville, comme Toulon, où la population est dense, il faut éviter des contacts intimes et répétés entre voisins. Il faut obtenir de chacun le respect des règles les plus générales de l'hygiène ; l'application des mesures de prophylaxie s'impose, comme une nécessité.

Les gros frais qu'elles entraînent, par leur création, se répartissent sur de nombreux habitants. Elles sont édictées par le Parlement ou par le Conseil municipal.

Des personnages importants composent cette assemblée. Le poids de leur personnalité renforce leurs décisions, et aide à leur respect. Cependant, il faut une surveillance vigilante, pour empêcher de trop nombreuses infractions à des règles subies avec contrainte et murmures de mécontentements de tous.

Dans une communauté rurale, tout le monde se connaît, c'est une première difficulté, et non des moindres. Aucun, même parmi les habitants les plus en vue, n'a une assez grande indépendance, pour négliger la susceptibilité pointilleuse de chacun de ses concitoyens. Il n'y a, par conséquent, personne pour faire appliquer, sans faiblesse, les mesures sévères prescrites. Il faut faire appel à une personnalité extérieure, mais on obéit difficilement à un étranger. On se coalise pour lutter contre son autorité, au lieu de lui faciliter la tâche. Cela se passe ainsi pour La Millière à Ollioules. Il fait venir des soldats de Toulon, pour faire la police. Leur présence appuie ses décisions. Mais il faut les entretenir, autant de frais nouveaux.

A Toulon, soldats et marins servent pour la police. On utilise les forçats comme fossoyeurs, les moines s'occupent de la désinfection. Toulon, place forte organisée pour soutenir des sièges, a des réserves de toutes sortes. Elle lutte contre la peste comme en 1707 elle a résisté victorieusement contre les forces réunies du prince Eugène, de l'Angleterre et de la Hollande.

A Ollioules, de pauvres paysans forment la plus grande partie de la population. Enfermés chez eux, ils connaissent vite la misère et viennent en charge à la commu-

nauté. Il faut acheter des vivres pour créer des réserves, acheter des médicaments. Payer les médecins, les gardes de quarantaine, les soldats, les derniers parfums. Payer la désinfection générale que l'on doit recommencer trois fois. Les finances municipales ne peuvent faire face à d'aussi grands frais. Le Conseil essaie de percevoir ses maigres recettes, de se faire payer par ses débiteurs. C'est un trop faible appoint.

Le parlement d'Aix vote de nombreux et abondants subsides pour Toulon, ville conséquente, présente en permanence à la mémoire. Il faut qu'Ollioules dépourvue de tout, se plaigne sans cesse, pour obtenir par deux ou trois fois de maigres secours.

*
* *

En temps de grand fléau, comme la peste, il semble logique de penser, que la vie est plus facile à la campagne, source des plus indispensables éléments de la vie, qu'à la ville, éloignée des récoltes et du bétail. L'étude parallèle que nous avons faite, entre Toulon et Ollioules, nous montre que, pour la grande peste de 1721, il n'en a pas été ainsi.

A Toulon, régnait la gêne, à Ollioules, la misère. Bien que cela paraisse un peu paradoxal il semble que l'on puisse trouver la cause de cet état de choses dans les mesures de prophylaxie. Elles ont été édictées pour lutter contre le fléau, dans les grosses agglomérations urbaines, qui même, en temps normal, doivent être régulièrement ravitaillées, en approvisionnement de bouches.

A la campagne, l'application stricte des mêmes édits, paralyse l'activité rurale, à une époque de l'année, où elle est le plus indispensable. L'élément le plus important de disette est le manque de bras pour la culture de la terre. Ils sont déjà clairsemés par la maladie. Les précautions souvent vaines, prises pour protéger les habitants, les suppriment complètement et placent cette population où d'ordinaire chacun pourvoit à sa subsistance, dans des conditions d'existence d'autant plus précaires que rien n'a été prévu pour y obvier.

L'épidémie terminée, municipalité et particuliers se débattent pendant de longues années, dans d'inextricables difficultés financières qui conservent vivace, le souvenir d'une époque doublement calamiteuse.

Vu, le Doyen,
H. ROGER.

Vu, le Président de la thèse,
SICARD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

ASTRUC. — Dissertation sur l'origine des maladies épidémiques et en particulier sur l'origine de la Peste (Montpellier, 1721).

D'ANTRECHAUS (chevalier des ordres de St-Michel). — Relation de la peste dont la ville de Toulon fut affligée en 1721 avec des observations instructives pour la postérité (Paris, 1756).

BELSUNCE (Monseigneur. Evêque de Marseille). — L'antiquité de l'église de Marseille.

BERTRAND J. B. et MICHEL. — Observations faites sur la peste qui règne à présent à Marseille et dans la Provence avec un avertissement par Goiffon (Lyon, 1721).

BOECLER Johann. — Recueil des observations qui ont été faites sur la maladie de Marseille, et des remèdes qui ont été reconnus les plus efficaces, dans le traitement des malades en Provence, par les plus nobles médecins de Montpellier. Avec diverses lettres contenant des réflexions, tant sur les causes que sur l'idée que l'on doit avoir de la contagion (Strasbourg, 1721)

BONIFAY. — Annales de la ville du Beausset.

CABANÈS. — Mœurs intimes du passé. La Peste.

Du CHESNE Joseph (Conseiller et Médecin ordinaire du roi). — La Peste recogneue et combattue (Paris, 1631).

DEIDIER. — Dissertation où l'on a établi un sentiment particulier sur la contagion de la Peste. Pour l'ouverture solen-

nelle de l'Ecole de Médecine de Montpellier fait le 22 octobre 1725 (Paris, 1727).

FOISSAC. — Les trois fléaux : le choléra épidémique, la fièvre jaune, la peste.

HELVETIUS Jean Adrien. — Remèdes contre la Peste (Paris, 1721).

HONNORÉ. — Les lieux pestiférés de Provence. *Var historique et géographique*, V^o 19.

GAFFAREL Paul et Marquis DE DURANTY. — La Peste de 1720 à Marseille et en Provence d'après des documents inédits.

LAMBERT D^r Gustave. — Histoire de Toulon (*Bulletin de l'Académie du Var*, 1884-88. Histoire de la Peste de 1721 à Toulon (*Bulletin de l'Académie du Var*, 1860-61).

LEMONTEY Pierre-Edouard. — De la Peste de Marseille et dans la Provence pendant les années 1720-1621. Chapitre extrait d'un ouvrage inédit intitulé *Histoire critique de la France depuis la mort de Louis XIV* (Paris, 1821).

MICHON. — Documents inédits sur la grande peste de 1348 (Paris, 1860).

MONTEIL A. — Histoire des Français des divers états.

REBOUIS Emile. — Etude historique et critique sur la Peste (Paris, 1888).

DE RIBES Charles. — La Société provençale au moyen âge.

RUFFI. — Histoire de Marseille.

TEISSIER Octave. — Toulon au moyen âge.

Archives communales de Bandol. — Etat civil 1720 1721.

Archives communales d'Evenos. — Délibérations de 1721.

Archives communales de Toulon. — livre vert série B-B. 12 ; série G-G. 40, Peste de 1664.

Archives communales d'Ollioules. — Délibérations de 1668 ; délibérations de 1720-1721-1722.

